

Après avoir reçu des salariés du Crédit immobilier de France, Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret a saisi Jean-Marc Ayrault, Premier ministre, pour lui demander une implication forte des services de l'Etat afin que tout soit fait pour pérenniser les emplois au Crédit Immobilier de France. Il a indiqué que, si les choses restaient en l'état, les annonces récentes se traduiraient par la réduction du nombre d'emplois au sein de cet établissement, de 2 500 aujourd'hui à, demain, 200 à 300 salariés chargés de gérer une activité résiduelle.

Dans sa lettre au Premier ministre, Jean-Pierre Sueur écrit notamment que les salariés : « *demandent avec une insistance compréhensible que des solutions alternatives puissent être recherchés et mises en œuvre* ». Il ajoute : « *Les pistes qu'ils ont évoquées sont, notamment, soit la possibilité pour le CIF d'avoir recours aux ressources du livret A, soit un « montage » approprié avec, en particulier, la Banque Postale* ».

>> Le soutien sur le [site](#) des salariés du CIF

>> [La lettre de Jean-Pierre Sueur au Premier ministre](#)

>> [La République du Centre du 30 octobre](#)

.